



Commission des droits

de la personne et
des droits de la jeunesse

ÉTUDE DES CRÉDITS

2025-2026

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Renseignements généraux

AVRIL 2025

360, rue Saint-Jacques, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 1P5
Accès pour personnes à mobilité réduite:
361, rue Notre-Dame Ouest

T / 514 873.5146 | 1 800 361.6477
F / 514 873.6032 | 1 888 999.8201
cdpdj.qc.ca
information@cdpdj.qc.ca



En concordance avec notre plan d'action de développement durable, nous privilégions la réception de documents en version électronique.

Document préparé en avril 2025

Coordination

Josée Morin

Directrice du secrétariat général et secrétaire générale adjointe

Soutien professionnel

Valérie Féquière

Analyste de la gestion et des procédés administratifs

Soutien technique

Sara Mohamed Ahmed

Technicienne principale en administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TABLE DES MATIÈRES

1 - Renseignements généraux

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION	19
MANDAT DE LA COMMISSION	20
TABLEAU CRÉDITS	21
TABLEAU EFFECTIFS	22

2 - Demande de renseignements généraux

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025 : A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR ; B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION ; C) LES PERSONNES RENCONTRÉES ; D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.) ; E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION ; F) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ; G) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT : • LES DÉTAILS DE CES ENTENTES ; • LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR ; H) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.	24
G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2024-2025 : A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT ; B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR ; C) LES COÛTS VENTILÉS.	25
G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET SUR LES SITES INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT : A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2024-2025, ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026 ; B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES ; C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ; D) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ; E) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE ; F) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE ; G) LA RÉPARTITION DU PLACEMENT MÉDIA EN INDIQUANT LE COÛT PAR MÉDIA AINSI QUE LES DATES DE DIFFUSION ; H) LE RAPPORT DE STATISTIQUES SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE ET L'ATTEINTE DES OBJECTIFS OU TOUTE ÉVALUATION RÉALISÉE DE L'IMPACT DE LA CAMPAGNE.	26

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
<p>G.4</p> <p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT :</p> <p>PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;</p> <p>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;</p> <p>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p>	<p>27</p>
<p>G.5</p> <p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION, EN INCLUANT ET EN INDIQUANT CELLES DU CABINET MINISTÉRIEL :</p> <p>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ;</p> <p>B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.</p> <p>DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026 ;</p> <p>E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS ;</p> <p>F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;</p> <p>G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU ;</p> <p>H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.</p>	<p>28</p>
<p>G.6</p> <p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2024-2025, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F) L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.</p>	<p>29</p>

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.7	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B) LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C) LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;</p> <p>D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	41
G.8	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2024-2025 :</p> <p>A) LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ;</p> <p>B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE (INCLUANT LA MASSE SALARIALE) ;</p> <p>C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS ;</p> <p>D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ ;</p> <p>E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT ;</p> <p>F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT ;</p> <p>G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT ;</p> <p>H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	42
G.9	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A) LE NOM DU PROJET ;</p> <p>B) LA NATURE DU PROJET ;</p> <p>C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ;</p> <p>D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET ;</p> <p>E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ;</p> <p>F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE ;</p> <p>G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET ;</p> <p>H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES ;</p> <p>I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR ;</p> <p>J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET ;</p> <p>K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <p>- LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.</p> <p>L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.</p> <p>M) LE NOMBRE ET LA LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2024-2025.</p>	43
G.10	<p>CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR :</p> <p>A) LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE :</p> <p>B) LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES;</p> <p>C) LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ;</p> <p>D) LA LISTE DES FOURNISSEURS;</p> <p>E) UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.</p>	44

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.11	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2024-2025, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A) LA PHOTOCOPIE; B) LE MOBILIER DE BUREAU; C) L'AMEUBLEMENT; D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES; E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE; F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT; G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT; H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES; J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <p>I. A) AU QUÉBEC; II. B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.</p>	45
G.12	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2024-2025, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; D) LES COÛTS DE RÉILIATION, S'IL Y A LIEU; E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES ET TÉLÉPHONES INTELLIGENTS; F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS; G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS; H) LES NOMS DES FOURNISSEURS; I) LES ORDINATEURS PORTABLES; J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.</p>	46

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES	
<p>G.13</p>	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2024-2025 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026 :</p> <p>A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :</p> <p>- LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.</p> <p>F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>H) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>I) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>J) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>K) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLI;</p> <p>L) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>M) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>N) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;</p> <p>O) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;</p> <p>P) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;</p> <p>Q) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION;</p> <p>R) LE NOMBRE DE POSTES DEMEURÉS VACANTS EN RAISON DES MESURES DE CONTRÔLE DES DÉPENSES (GEL DE RECRUTEMENT) DÉCRÉTÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LE 1ER NOVEMBRE 2024.</p>	<p>47</p>
<p>G.14</p>	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2025-2026 DE:</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	<p>51</p>

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.15	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2024-2025 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION; B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ; C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION; D) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS; E) LA DURÉE DU BAIL; F) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ; G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION. H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE; I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE; J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ; K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	52
G.16	<p>CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2024-2025, FOURNIR :</p> <p>A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS; B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI; C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL; D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.</p>	53
G.17	<p>POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2024-2025, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A) LES DATES DES TRAVAUX; B) LES COÛTS; C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	54
G18	<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2024-2025, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :</p> <p>A) LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT; B) LE TITRE DE LA FONCTION; C) L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE; D) LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET; E) LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS; F) LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT; G) LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE; H) LA DESCRIPTION DE TÂCHES; I) LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2024-2025; J) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET; K) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE; L) SI L'EMPLOYÉ A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</p>	55
G.19	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2024-2025, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE; B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE; C) LE MONTANT ATTRIBUÉ; D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	56

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G20	<p>LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :</p> <p>A) LE NOM DE LA PERSONNE; B) LE POSTE OCCUPÉ; C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D) L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE; E) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; F) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU; G) LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.</p>	57
G23	<p>LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LE NOM DE LA PERSONNE; B) LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME; C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D) L'ASSIGNATION INITIALE; E) L'ASSIGNATION ACTUELLE; F) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; G) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).</p>	58
G.24	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2024-2025, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A) LE COÛT DE CHACUN; B) LE FOURNISSEUR; C) LA NATURE DU SERVICE. D) S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.</p>	59
G.25	<p>LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.</p>	60
G.26	<p>POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :</p> <p>A) LE NOM DU SITE WEB; B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F) LE NOMBRE DE VISITEURS (« HITS ») PAR MOIS; G) LE NOMBRE DE VISITEURS UNIQUES MENSUELLEMENT H) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES. I) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; J) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.</p>	61
G.27	<p>POUR 2024-2025, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT :</p> <p>A) LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES; B) LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS; C) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS; D) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; E) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; F) LES COÛTS VENTILÉS; G) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.</p>	62

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.28	<p>LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2024-2025 :</p> <p>A) LE DÉTAIL DES MANDATS; B) LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); C) LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; D) LE NOMBRE DE RENCONTRES; E) LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE. F) L'OBJET; G) LES DATES.</p>	63
G.31	<p>L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2025-2026.</p>	64
G.33	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2024-2025, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026 ET 2026-2027, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	65
G.34	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.</p>	66
G.35	<p>POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT, DES AJUSTEMENTS SALARIAUX NON-RÉCURRENTS ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.</p>	67
G.36	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.</p>	68
G.40	<p>CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :</p> <p>A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) ; B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS ; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES ; D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI ; E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.</p>	69
G.42	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :</p> <p>A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS ; B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION ; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.</p>	70
G.43	<p>POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :</p> <p>A) LA DATE ; B) LA NATURE ; C) LES QUESTIONS POSÉES ; D) LES RÉPONSES ; E) LA FIRME RETENUE ; F) LES COÛTS.</p>	71

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.44	TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2024-2025 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.	72
G.45	AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION: A) FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2024-2025; B) LE NOMBRE D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS EN RÉGION EN 2024-2025 EN PRÉCISANT LA RÉGION D'ORIGINE ET LA RÉGION DE DESTINATION; C) LE NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS LE 1ER OCTOBRE 2018.	73
G.46	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2024-2025 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : G) PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2024-2027;	74
G.47	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2024-2025 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : N) PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2023-2028.	75
G.49	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2024-2025 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE : LLL) TOUT AUTRE PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL POUR LEQUEL LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EST IMPLIQUÉ.	76
G.50	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2024-2025, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME; B) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT TOUJOURS AU 31 MARS 2025; D) LA PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ; E) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.	77
G.51	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2024-2025 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.	78
G.52	CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2024-2025 : A) LES SOMMES DÉPENSÉES; B) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	79
G.53	LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.	80
G.54	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2024-2025. INDIQUER : A) LE LIEU; B) LE COÛT; C) LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D) LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E) LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F) LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.	81
G.55	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2024-2025 : A) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C) L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D) LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	82

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.56	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2024-2025:</p> <p>A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>B) LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>C) LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME;</p> <p>D) LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2024-2025 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.</p>	83
G.57	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER :</p> <p>A) LE NOMBRE D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION;</p> <p>B) LE TYPE D'INCIDENTS;</p> <p>C) LES SOMMES DÉPENSÉES EN GESTION DES INCIDENTS.</p>	84
G.58	<p>VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE TYPE « LAC-À-L'ÉPAULE » TENUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN INDIQUANT :</p> <p>A) LES DATES;</p> <p>B) L'ENDROIT PRÉCIS;</p> <p>C) LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES;</p> <p>D) L'ORDRE DU JOUR;</p> <p>E) LES PROCÈS-VERBAUX;</p> <p>F) LES COÛTS DÉTAILLÉS (FRAIS DE LOCATION, D'HÉBERGEMENT, REPAS, DÉPLACEMENT, LOCATION D'ÉQUIPEMENT, CONFÉRENCIER, ETC.)</p>	85
G.59	<p>VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES.</p> <p>A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;</p> <p>B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉES;</p> <p>C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.</p>	86
G.60	<p>FOURNIR LES DÉPENSES ALLOUÉES À LA CONSULTATION AVEC LES AUTOCHTONES.</p> <p>A) FOURNIR LA LISTE DES PROJETS DU MINISTÈRE AYANT INCLUS UNE CONSULTATION DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES.</p>	87
G.61	<p>PROPORTION DU NOMBRE ET DE LA VALEUR DES CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ, DEPUIS 5 ANS</p>	88
G64	<p>INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.</p>	89
G.65	<p>INDIQUER LA VALEUR DES CONTRATS TOTAUX EN SOUS-TRAITANCE AINSI QUE LA PROPORTION DU TRAVAIL EFFECTUÉ PAR DES SOUS-TRAITANTS.</p>	90
G.66	<p>INDIQUER LA VALEUR TOTALE DES SERVICES TARIFÉS, ET VENTILER PAR CATÉGORIE.</p>	91
G.67	<p>INDIQUER LA VALEUR DES ACTIFS POSSÉDÉS; MEUBLES ET IMMEUBLES.</p>	92
G.69	<p>TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS POUR L'ENSEMBLE DES JUGEMENTS RENDUS.</p>	93
G.70	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2024-2025 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>D) LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E) LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p>	94
G.71	<p>NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2024-2025 :</p> <p>A) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;</p> <p>B) LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);</p> <p>C) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;</p> <p>D) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.</p>	95

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.72	<p>POUR 2024-2025, LE NOMBRE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE, INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :</p> <p>A) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;</p> <p>B) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.</p>	96
G.73	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	97
	TABLE DES MATIÈRES- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX - QUESTIONS NON RÉPONDUES ET MOTIF	98

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 31 JANVIER 2025.

3 - Table des matières du Secrétariat du Conseil du Trésor –Questions non répondues

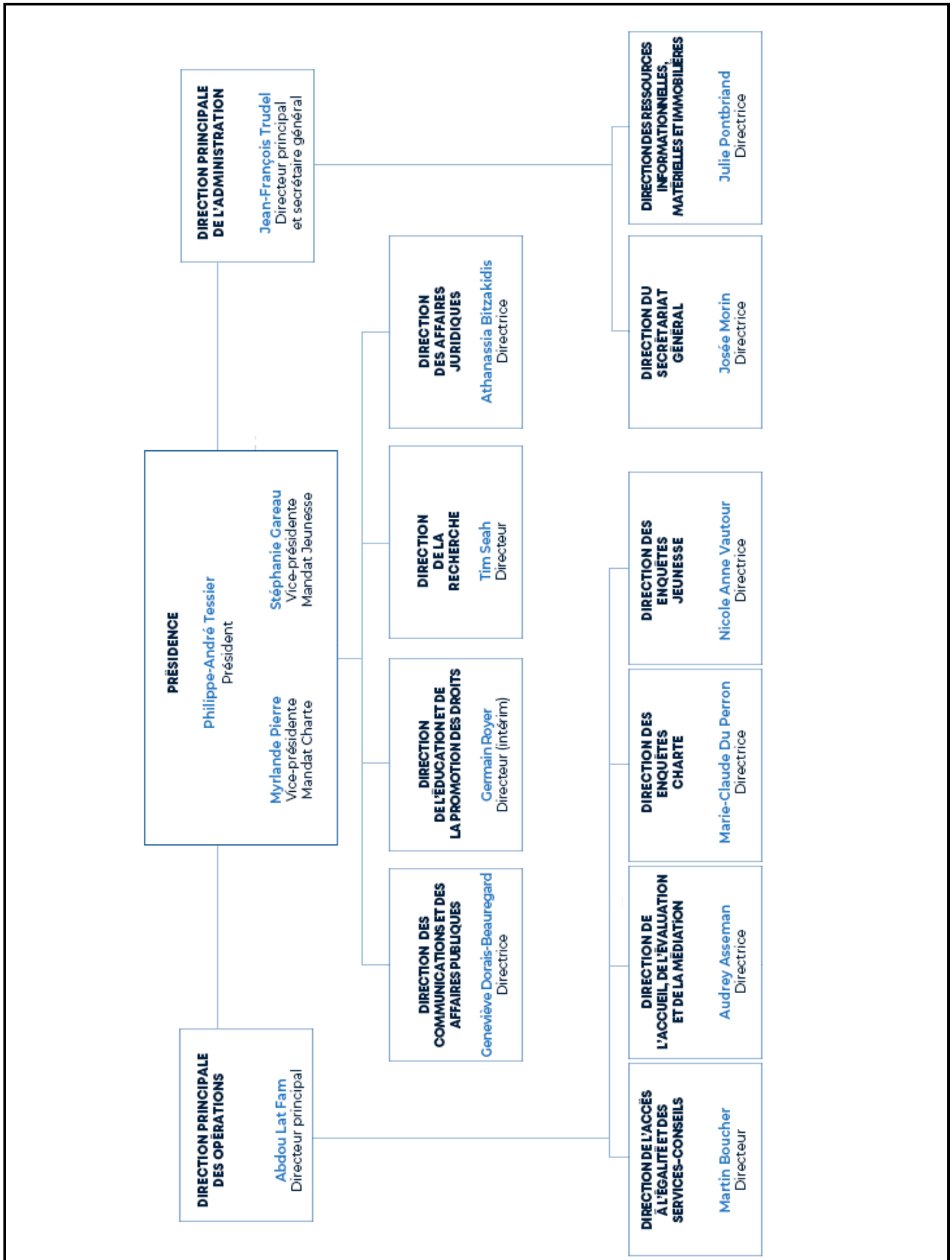
# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	QUESTIONS 2025-2026 NON RÉPONDUES	MOTIFS
G.21	LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT : A) LE POSTE INITIAL; B) LE SALAIRE; C) LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU; D) LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ; E) LES PRÉVISIONS 2025-2026.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.22	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2024-2025, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT : A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.); B) PAR CATÉGORIE D'ÂGE; C) PRÉVISIONS POUR 2025-2026.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.29	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.30	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.38	LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2025-2026. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2024-2025, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2025-2026, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.39	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTES MAJORATIONS APPORTÉES À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2024-2025 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.48	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2024-2025 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : PP) RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.62	INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES AU TITRE DE TOUT « PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS » (PAE) DEPUIS 5 ANS.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.63	INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE LA 42E LÉGISLATURE.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
G.68	INDIQUER LES COÛTS DE SYSTÈME ESTIMÉS DEPUIS 5 ANS.	RÉPONDUE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

1- RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

IDENTIFICATION	NUMÉRO	TITRE
PROGRAMME	05	Autres organismes relevant du ministre
ÉLÉMENT	02	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
RESPONSABLE	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	

ORGANIGRAMME



MANDAT**Commission des droits de la personne et
des droits de la jeunesse****LES FONCTIONS ET LES RESPONSABILITÉS DE LA COMMISSION**

DANS LE CONTEXTE DE SA MISSION ET DE SES MANDATS, LA COMMISSION EXERCE LES FONCTIONS ET LES RESPONSABILITÉS QUI SUIVENT.

EN VERTU DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE, LA « COMMISSION ASSURE, PAR TOUTES MESURES APPROPRIÉES, LA PROMOTION ET LE RESPECT DES PRINCIPES CONTENUS DANS LA PRÉSENTE CHARTE ». LA COMMISSION DOIT FAIRE ENQUÊTE, SELON UN MODE NON CONTRADICTOIRE, SUR UNE PLAINTE OU DE SA PROPRE INITIATIVE, NOTAMMENT DANS LES CAS :

- a) DE DISCRIMINATION OU DE HARCÈLEMENT FONDÉS SUR LA RACE, LA COULEUR, LE SEXE, L'IDENTITÉ OU L'EXPRESSION DE GENRE, LA GROSSESSE, L'ORIENTATION SEXUELLE, L'ÉTAT CIVIL ET L'ÂGE, SAUF DANS LA MESURE PRÉVUE PAR LA LOI, LA RELIGION, LES CONVICTIONS POLITIQUES, LA LANGUE, L'ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE, LA CONDITION SOCIALE, LE HANDICAP OU L'UTILISATION D'UN MOYEN POUR PALLIER CE HANDICAP;
- b) DE DISCRIMINATION EN EMPLOI EN RAISON D'ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES;
- c) D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES, EN SIGNALANT ÉVENTUELLEMENT AU CURATEUR PUBLIC TOUT BESOIN DE PROTECTION QUI RELÈVE DE SA COMPÉTENCE.

LA COMMISSION DOIT FAVORISER UN RÈGLEMENT ENTRE LA PERSONNE DONT LES DROITS AURAIENT ÉTÉ VIOLÉS ET CELLE À QUI CETTE VIOLATION EST IMPUTÉE. LA MÉDIATION EST SOUVENT UTILISÉE À CETTE FIN. POUR L'ESSENTIEL, SEULE LA COMMISSION PEUT INITIALEMENT SAISIR LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE DE L'UN OU L'AUTRE DES RECOURS POUR LESQUELS IL A COMPÉTENCE.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION A NOTAMMENT POUR MISSION D'INFORMER ET D'ÉDUCER AFIN DE FAIRE COMPRENDRE ET ACCEPTER L'OBJET ET LES DISPOSITIONS DE LA CHARTE, DE DIRIGER ET D'ENCOURAGER LES RECHERCHES ET LES PUBLICATIONS SUR LES LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX; DE RELEVÉER LES DISPOSITIONS DES LOIS DU QUÉBEC QUI SERAIENT CONTRAIRES À LA CHARTE ET FAIRE AU GOUVERNEMENT LES RECOMMANDATIONS APPROPRIÉES. ENFIN, LA COMMISSION DOIT NOTAMMENT, EN MATIÈRE DE PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ÉLABORÉS EN VERTU DE LA PARTIE III DE LA CHARTE, PRÊTER ASSISTANCE AUX ORGANISATIONS QUI ÉLABORENT DES PROGRAMMES SUR UNE BASE VOLONTAIRE ET SURVEILLER L'IMPLANTATION DE PROGRAMMES QU'ELLE RECOMMANDE À LA SUITE D'UNE ENQUÊTE OU QUI EST ORDONNÉE PAR UN TRIBUNAL. LA COMMISSION OFFRE PAR AILLEURS UN SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES.

EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS, LA COMMISSION DOIT NOTAMMENT COMPARER LA REPRÉSENTATION DES GROUPES VISÉS AU SEIN DES EFFECTIFS CONCERNÉS DES ORGANISMES, VÉRIFIER LA TENUE DES PROGRAMMES ÉLABORÉS POUR S'ASSURER DE LEUR CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DE LA LOI ET, LE CAS ÉCHÉANT, AVISER LES ORGANISMES DES MODIFICATIONS QUI DOIVENT ÊTRE APPORTÉES À LEUR PROGRAMME RESPECTIF ET SOUMETTRE DES RECOMMANDATIONS AUX ORGANISMES EN DÉFAUT D'ÉLABORER OU D'IMPLANTER UN PROGRAMME CONFORME À LA LOI. SI SES RECOMMANDATIONS NE SONT PAS SUIVIES, LA COMMISSION PEUT S'ADRESSER AU TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. ELLE PUBLIE TOUTS LES TROIS ANS, LA LISTE DES ORGANISMES SOUMIS À LA LOI, EN FAISANT ÉTAT DE LEUR SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ EN EMPLOI.

PAR DÉCRET GOUVERNEMENTAL, LA COMMISSION EST ÉGALEMENT CHARGÉE DE SURVEILLER L'APPLICATION DU PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. CE PROGRAMME IMPOSE AUX ENTREPRISES QUI EMPLOIENT PLUS DE 100 PERSONNES DE METTRE EN PLACE UN MÉCANISME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ LORSQU'ELLES OBTIENNENT DU GOUVERNEMENT UN CONTRAT OU UNE SUBVENTION DE 100 000 \$ OU PLUS.

EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DROITS DE LA JEUNESSE, EN VERTU DE L'ARTICLE 23 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, LA COMMISSION ENQUÊTE, SUR DEMANDE OU DE SA PROPRE INITIATIVE, SUR TOUTE SITUATION OÙ ELLE A RAISON DE CROIRE QUE LES DROITS D'UN ENFANT OU D'UN GROUPE D'ENFANTS ONT ÉTÉ LÉSÉS PAR DES PERSONNES, DES ÉTABLISSEMENTS OU DES ORGANISMES, À MOINS QUE LE TRIBUNAL N'EN SOIT DÉJÀ SAISI. LA COMMISSION PREND LES MOYENS LÉGAUX QU'ELLE JUGE NÉCESSAIRES POUR QUE SOIT CORRIGÉE LA SITUATION OÙ ELLE A DES RAISONS DE CROIRE QUE LES DROITS D'UN ENFANT SONT LÉSÉS ET ÉLABORE ET APPLIQUE DES PROGRAMMES D'INFORMATION ET D'ÉDUCATION DESTINÉS À RENSEIGNER LA POPULATION EN GÉNÉRAL ET LES ENFANTS EN PARTICULIER SUR LES DROITS DE L'ENFANT.

LA COMMISSION PEUT ÉGALEMENT FAIRE DES RECOMMANDATIONS EN TOUT TEMPS, À DIFFÉRENTS MINISTRES ET FAIRE OU FAIRE EFFECTUER DES ÉTUDES ET DES RECHERCHES SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À SA COMPÉTENCE, DE SA PROPRE INITIATIVE OU À LA DEMANDE DU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DU MINISTRE DE LA JUSTICE.

CRÉDITS

Sommaire (en milliers de dollars)

SUPERCATÉGORIES	2025-2026				Crédits 2024-2025	VARIATION		
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits Totaux			\$	%
Rémunération	17 890.7	-	-	17 890.7	18 549.1	(658.4)	(3.5)	
Fonctionnement	3 681.7	60.2	-	3 621.5	3 731.7	(110.2)	(3.0)	
Transfert	-	-	-	-	-	-	-	
Affectation à un fonds spécial	-	-	-	-	-	-	-	
Prêts, Placements, Avances	-	-	3.0	3.0	3.0	-	-	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	-	-	10.0	10.0	10.0	-	-	
Immobilisations en ressources informationnelles	-	-	7 58.6	758.6	190.5	5 68.1	298.2	
Créances douteuses	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	21 572.4	60.2	771.6	22 283.8	22 484.3	(200.5)	(0.9)	
Amortissement	-	60.2	-	60.2	25.0	35.2	140.8	

Explication des variations

CRÉDITS

Les crédits de cet élément de programme ont diminué de 0,9 % comparativement aux crédits de l'exercice financier 2024-2025. Cette diminution résulte des facteurs suivants :

Rémunération : (658,4) ou (3,5) %

. Bonification du Régime des rentes du Québec	11.6	
. Amélioration du cadre financier - Budget 2024-2025	(670.0)	
	(658.4)	

Fonctionnement : (110,2) ou (3,0) %

. Ajustement loyer SQI	-	
. Amélioration du cadre financier - Budget 2024-2025	75.0	
. Ajustement de crédits RI - Amortissement	(35.2)	
	(110.2)	

Prêts, placements, avances :

. Aucune variation	-	
--------------------	---	--

Immobilisations autres qu'en

ressources informationnelles :

. Aucune variation	-	
--------------------	---	--

Immobilisations en ressources

informationnelles : 568,1 ou 298,2 %

.	568.1	
	568.1	

Total : (200.5)

L'EFFECTIF ET LES EMPLOYÉS

CATÉGORIES D'EMPLOI	Personnes à la paie 24 (février 2025)	Personnes à la paie 24 (février 2024)	VARIATION	
			N	%
Administratrices, administrateurs d'État	3	3	0	0.0
Présidents des conseils de discipline	0	0	0	0.0
Postes d'encadrement	9	10	(1)	(10.0)
Juges	0	0	0	0.0
Cadres juridiques	2	3	(1)	(33.3)
Procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0	0	0	0.0
Avocates, avocats et notaires	23	26	(3)	(11.5)
Professionnelles, professionnels	107	120	(13)	(10.8)
Techniciennes, techniciens	46	46	0	0.0
Personnel de bureau	15	20	(5)	(25.0)
Ouvrières, ouvriers	0	0	0	0.0
PERSONNES*	205	228	(23)	(10.1)

*Source: Données fournies par l'organisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

2 -DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 01

- LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025 :
- A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR ;
 - B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION ;
 - C) LES PERSONNES RENCONTRÉES ;
 - D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.) ;
 - E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION ;
 - F) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ;
 - G) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT :
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES ;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR ;
 - H) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE	COÛT
Suzanne Arpin, vice-présidente Rencontre avec le conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes (CCDEJ) Calgary, Alberta, 4 au 8 juin 2024	2 704 \$
Myrlande Pierre, vice-présidente Forum universitaire annuel contre le racisme 2024-Conférence / Table ronde Fredericton, Nouveau-Brunswick. 31 juillet au 2 août 2024	2 165 \$
Philippe-André, Tessier, président Rencontre avec le conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes (CCDEJ) Halifax, Nouvelle-Écosse 15 au 17 septembre 2024	1 995 \$
Myrlande Pierre, vice-présidente Consultations régionales de l'ONU pour l'initiative contre la xénophobie Toronto, Ontario, 17 et 18 octobre 2024	1 005 \$

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 18).

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX.](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **02**

POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2024-2025 :
A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;
B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
C) LES COÛTS VENTILÉS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 17).

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question **03**

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET SUR LES SITES INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2024-2025 , ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026;
- B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- D) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- E) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- F) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE;
- G) LA RÉPARTITION DU PLACEMENT MÉDIA EN INDIQUANT LE COÛT PAR MÉDIA AINSI QUE LES DATES DE DIFFUSION;
- H) LE RAPPORT DE STATISTIQUES SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE ET L'ATTEINTE DES OBJECTIFS OU TOUTE ÉVALUATION RÉALISÉE DE L'IMPACT DE LA CAMPAGNE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 24).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DE L'ORGANISME.

[HTTPS://WWW.CDPDJ.QC.CA/STORAGE/APP/MEDIA/PUBLICATIONS/ENGAGEMENTS_FINANCIERS.HTML](https://www.cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/engagements_financiers.html) .

POUR LES CONTRATS 25 000 \$ ET MOINS, CEUX-CI PEUVENT ÊTRE CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.

LES COÛTS RELIÉS AUX FRAIS DE PUBLICITÉ CONCERNANT LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINET ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Question 4

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;

B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;

F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;

J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;

K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);

L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;

M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
<p>CONFÉRENCES DE PRESSE</p> <p>CONFÉRENCE DE PRESSE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023-2024</p> <p>DIFFUSION DE L'AVIS AU MÉDIA ET D'UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE-CNW TELBEC CISION (ENTENTE NÉGOCIÉE PAR LE CENTRE D'ACQUISITION GOUVERNEMENTAL) 250 \$</p> <p>SALLE DE LA TRIBUNE DE LA PRESSE (SANS FRAIS)</p>	250 \$
<p>CÉRÉMONIE DE REMISE DE PRIX</p> <p>REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024 THÈME TRANSITION VERS LA VIE ADULTE - PRÉSENTIEL DIFFUSÉ EN DIRECT SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX</p> <p>GRAPHISME : CARINE JOBART 3 350 \$</p> <p>PRODUCTION VIDÉO PRODUCTION RAFALE:12 000 \$</p> <p>LOCATION SALLE MAISON HAÏTI : 1150 \$</p> <p>TRAITEUR CUISINE COLLECTIVE HOCHELAGA : 2311,50 \$</p> <p>PHOTOGRAPHE : PAMÉLA LAJEUNESSE : 740,00 \$</p> <p>INTERPRÈTRES LSQ : SIVET 500 \$</p> <p>MUSICIENS : GOTTA LOGA: 950 \$</p> <p>AUTRES (IMPRESSION, FOURNITURES 274 \$+ 150 \$)</p>	21 426 \$
<p>LANCEMENT D'UN NOUVEL OUTIL</p> <p>LANCEMENT DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS EN CRÉOLE HAITIEN COMME OUTILS POUR LES ORGANISMES ACCUEILLANT DES NOUVEAUX ARRIVANTS. ÉVÈNEMENT EN PRÉSENTIEL</p> <p>SALLE : AUX FRAIS DE NOTRE PARTENAIRE</p> <p>GOÛTER LÉGER : AUX FRAIS DE NOTRE PARTENAIRE</p> <p>IMPRESSION DU DOCUMENT POUR REMISE AUX ORGANISMES PRÉSENTS : IMPRESSION HÉON & NADEAU : 664 \$</p>	664 \$
TOTAL	22 340 \$

Question **5**

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION, EN INCLUANT ET EN INDIQUANT CELLES DU CABINET MINISTÉRIEL :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÈNEMENT ;
- B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;
- C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026 ;
- E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS ;
- F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;
- G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU ;
- H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;
- I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSEORGANISÉE PAR L'ORGANISME

AUCUNE

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE

AUCUNE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST EN PARTIE INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHES 22 ET 23).

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 6

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2024-2025, EN INDIQUANT :

A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
 C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
 D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
 E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
 F) L'ÉCHÉANCIER;
 G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
365E PRO	FORMATION SUR LA PLATEFORME 365PRO	GRÉ À GRÉ	432 \$
365E PRO	PROGRAMME PAR ABONNEMENT EFFICACITÉ MICROSOFT 365	GRÉ À GRÉ	1 122 \$
9254-3685 QUÉBEC INC.	SERVICE PROFESSIONNEL : AMÉLIORATION DU LOGO SUR LE SITE WEB ET LA PLAINTÉ EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	4 188 \$
9254-3685 QUÉBEC INC.	HÉBERGEMENT SITE WEB DE LA COMMISSION (1 AN) - APPLICATION PLAINTÉ EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	480 \$
9254-3685 QUÉBEC INC.	MISE À JOUR DE L'APPLICATION PLAINTÉ EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	188 \$
9254-3685 QUÉBEC INC.	HÉBERGEMENT WEB POUR LE SITE : HTTPS://WWW.CDPDJ.QC.CA	CONTRAT ANNUEL	240 \$
9374-3078 QUÉBEC INC. MYSMARTJOURNEY	LICENCE ANNUELLE PLATEFORME EN LIGNE MYSMARTJOURNEY - PROJET FUGITIFS!	GRÉ À GRÉ	2 521 \$
ACCENT FORMATION	RÉDACTION DES COURRIELS D'AFFAIRES	GRÉ À GRÉ	395 \$
ADOBE CREATIVE CLOUD	ACQUISITION DE LA LICENCE ADOBE POUR LA CRÉATION DES PUBLICITÉS, PHOTOS, ETC.	GRÉ À GRÉ	2 386 \$
ADVOCATES' SOCIETY	COLLOQUE SUR LES TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE	GRÉ À GRÉ	2 366 \$
ADVOCATES' SOCIETY	COLLOQUE SUR LES TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE	GRÉ À GRÉ	749 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AFI EXPERTISE	FORMATION EXCEL OFFERTE AUX EMPLOYÉS ET EMPLOYÉES DE LA DIRECTION DES ENQUÊTES CHARTE ET DE LA DIRECTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES MATÉRIELLES ET IMMOBILIÈRES	GRÉ À GRÉ	2 205 \$
AFI EXPERTISE	FORMATION : INTERAGISSEZ AVEC UNE API MINIMALE ASP.NET CORE - IMPLÉMENTER DES OPÉRATIONS HTTP DANS ASP.NET RAZOR PAGES : 3 PERSONNES	GRÉ À GRÉ	1 364 \$
AFI EXPERTISE	CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DES SOLUTIONS DE RÉSEAU MICROSOFT AZURE (AZ-700T00)	GRÉ À GRÉ	1 949 \$
AFI EXPERTISE	MICROSOF AZURE ADMINISTRATEUR (AZ-104T00)	GRÉ À GRÉ	2 345 \$
AFI EXPERTISE	EXCEL - TABLEAUX CROISÉS DYNAMIQUES ET LISTE DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	1 530 \$
AFI EXPERTISE	FORMATION MICROSOFT OFFICE	GRÉ À GRÉ	5 049 \$
AFI EXPERTISE	CONFIGURER LES OPÉRATIONS DE SÉCURITÉ SIEM À L'AIDE DE MICROSOFT SENTINEL : SC-5001	GRÉ À GRÉ	675 \$
AFI EXPERTISE	DÉPLOYER ET CONFIGURER AZURE MONITOR (AZ-1004)	GRÉ À GRÉ	675 \$
AFI EXPERTISE	SÉCURISEZ LES SERVICES ET LE CHARGES DE TRAVAIL AZURE AVEC LES CONTRÔLES DE CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE DE MICROSOFT DEFENDER POUR CLOUD : SC-5002	GRÉ À GRÉ	675 \$
AFI EXPERTISE	PRINCIPES FONDAMENTAUX DE MICROSOFT AZURE (AZ-900T01)	GRÉ À GRÉ	675 \$
AFI EXPERTISE	DÉVELOPPEZ UNE APPLICATION WEB ASP.NET CORE QUI CONSOMME UNE API (AZ-2002)	GRÉ À GRÉ	675 \$
AMAZON	ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU ET AUTRES	GRÉ À GRÉ	7 958 \$
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE	COTISATION ANNUELLE 2024-2025	GRÉ À GRÉ	6 000 \$
AUTREMENT DIT	FORMATION DE RÉDACTION CLAIRE ET SIMPLE EN ÉQUIPE	GRÉ À GRÉ	1 121 \$
BARREAU DE MONTRÉAL	FORUM VISEZ DROIT	GRÉ À GRÉ	300 \$
BARREAU DE MONTRÉAL	RENDEZ-VOUS VISEZ DROIT: DÉMYSTIFIER LES SITUATIONS DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE ET SEXUEL AU TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	186 \$
BARREAU DU QUÉBEC	MYTHES ET STÉRÉOTYPES AVEC LESQUELS COMPOSENT LES PERSONNES VICTIMES DE HARCÈLEMENT SEXUEL ET D'AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL	GRÉ À GRÉ	103 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BARREAU DU QUÉBEC	COLLOQUE DU 175E ANNIVERSAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DU BARREAU DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	185 \$
BELL MÉDIA INC.	DIFFUSION DE LA CAMPAGNE "LOUER SANS DISCRIMINER"	GRÉ À GRÉ	18 004 \$
BELLOT, CÉLINE	PRÉPARATION AUX DIVERS TÉMOIGNAGES, EXERCICE 2024-2025	GRÉ À GRÉ	1 500 \$
BERTRAND, DESLAURIERS AVOCATS INC.	SERVICES RENDUS POUR LE RENOUELEMENT DU MANDAT D22-1015 (PERMIS DE TRAVAIL)	GRÉ À GRÉ	3 349 \$
BILODEAU, COLLEEN	SERVICES DE TRADUCTION - EXPOSÉ FACTUEL DOSSIER CLIC-MARC	GRÉ À GRÉ	10 298 \$
BLEU OUTREMER INC.	RÉALISATION INFOGRAPHISTE DE GABARITS AVEC LE LOGO DE LA COMMISSION (POWERPOINT, AFFICHE, LETTRES OFFICIELLES, ETC.)	SUR INVITATION	5 334 \$
BOREALA MANAGEMENT INC.	SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT POUR LE MAINTIEN ET L'ÉQUITÉ SALARIALE	GRÉ À GRÉ	10 048 \$
BOURASSA, MARLÈNE	SERVICE DE DESIGN GRAPHIQUE ET DE DIRECTION ARTISTIQUE	GRÉ À GRÉ	2 575 \$
CABLEVISION	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - RÉSEAUX INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	1 082 \$
CAD FORMATION	PLANNER ET TO DO	GRÉ À GRÉ	1 436 \$
CAISSEY TRANSLATION	TRADUCTION DU SITE CDPDJ	GRÉ À GRÉ	542 \$
CAISSEY, NICOLE (TRADUCTRICE)	SERVICE DE TRADUCTION ET DE RÉVISION DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	8 432 \$
CAMP LITTÉRAIRE FÉLIX	FORMATION EN ÉCRITURE LITTÉRAIRE "CREUSER LE RÉEL"	GRÉ À GRÉ	455 \$
CARINE JOBART	AFFICHE CROIS EN MON TALENT	GRÉ À GRÉ	420 \$
CARINE JOBART	DESIGN D'UNE AFFICHE CROIS EN MON TALENT - 11X17	GRÉ À GRÉ	420 \$
CARINE JOBART	SERVICES RENDUS À LA COMMISSION (ILLUSTRATIONS ET MISE EN PAGE, GRAPHIQUE POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS, ETC.)	SUR INVITATION	3 350 \$
CARINE JOBART	ILLUSTRATIONS ET MISE EN PAGE - MAGAZINE CURIUM (S0752)	SUR INVITATION	3 597 \$
CAISSEY TRANSLATION	TRADUCTION SITE WEB, PAGE AUTOCHTONE	CONTRAT ANNUEL	336 \$
CDW CANADA CORP.	ACQUISITION D'UNE CAMÉRA LUMENS 2X OPTICAL VC-TR60PB POUR LA SALLE DE CONFÉRENCE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 059 \$
CENTRE DE FOIRES	RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	450 \$
CENTRE DE FORMATION SOQUIJ	FORMATION EN GESTION DE RISQUES DE DISCRIMINATION EN MILIEU DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	152 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
CENTRE DE RECHERCHE ET D'ÉDUCATION SUR LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS	COLLABORER POUR PRÉVENIR ET RÉPONDRE AU HARCÈLEMENT ET À LA VIOLENCE AU TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	113 \$
CENTRE DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DU MONASTÈRE	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'OBSERVATOIRE DES PROFILAGES	GRÉ À GRÉ	209 \$
CENTRE INTERUNIVERSITAIRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES AUTOCHTONES	DROIT, LANGUES ET TRANSMISSION DES SAVOIRS ANCESTRAUX	GRÉ À GRÉ	585 \$
CFC-CONSEIL FORMATION COACHING	INTELLIGENCE ÉMOTIONNELLE DANS LE MILIEU DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	2 564 \$
CHRISTINE CHU, STÉNOGRAPHE OFFICIELLE	SERVICES D'INTERROGATION DANS DIVERS DOSSIERS DE LA COMMISSION	GRÉ À GRÉ	3 889 \$
CLIMATISATION J.F.P. INC.	ENTRETIEN PRÉVENTIF - SALLE DE SERVEURS	GRÉ À GRÉ	8 397 \$
CLIMATISATION J.F.P. INC.	REPLACEMENT D'ÉVAPORATEUR À LA SALLE DE SERVEUR	GRÉ À GRÉ	4 880 \$
CNW TELBEC	SERVICE DE DIFFUSION DE COMMUNIQUÉ DE PRESSE	SUR INVITATION	3 000 \$
CNW TELBEC	DIFFUSION DE L'AVIS AU MÉDIA ET D'UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	SUR INVITATION	250 \$
COACHING	DÉMARCHE DE COACHING	GRÉ À GRÉ	4 500 \$
CODETWO	SERVICE DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE	GRÉ À GRÉ	2 651 \$
COGECO CONNEXION INC.	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - RÉSEAUX INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	1 704 \$
COLLEEN BILODEAU	TRADUCTION DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE MYTHES ET RÉALITÉS	CONTRAT ANNUEL	211 \$
COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN	PROGRAMME D'INFORMATION ET DE PRÉPARATION À LA RETRAITE	GRÉ À GRÉ	1 256 \$
COLLÈGE VILLE-MARIE	LOCATION DE SALLE POUR TOURNAGE VIDÉO PROJET "RACISME DANS LE SPORT"	GRÉ À GRÉ	800 \$
COMITÉ INTERNATIONAL POUR LA PROMOTION DU CRÉOLE ET DE L'ALPHABÉTISATION	RÉVISER TRADUCTION CHARTE SIMPLIFIÉE EN CRÉOLE HAÏTIEN ET LA TRADUCTION DU DÉPLIANT PORTER PLAINTÉ	GRÉ À GRÉ	1 988 \$
COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATION SECTEUR SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX (CPNSSS)	ABONNEMENT AU GUIDE INTERPRÉTATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES (GICC) 2024-2025	GRÉ À GRÉ	1 575 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
COMITÉ SOCLE DU COLLECTIF QUÉBÉCOIS POUR LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE (CQPI)	RENCONTRE ET FORMATION SUR LA CHARTE OFFERTE AU COLLECTIF QUÉBÉCOIS POUR LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE	GRÉ À GRÉ	294 \$
COMME DES FILLES PRODUCTIONS INC.	ADAPTATION DES 18 VIDÉOS DE LA CAMPAGNE « COMBATTRE LE RACISME DANS LE SPORT »	SUR INVITATION	4 576 \$
CONCEPTION DUAL (PELLETIER ISABELLE)	CONCEPTION DE MODULES POUR L'EXPOSITION "NOUS"	GRÉ À GRÉ	2 792 \$
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES	COTISATION ANNUELLE 2024-2025	GRÉ À GRÉ	2 000 \$
CROISSANCE NORDIQUE INC.	SERVICES RENDUS : EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	4 440 \$
CUISINE COLLECTIVE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	SERVICE TRAITEUR LORS DE LA CÉRÉMONIE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS	GRÉ À GRÉ	2 312 \$
CYBERIMPACT	ABONNEMENT - CYBERIMPACT FORFAIT DE BASE	GRÉ À GRÉ	751 \$
CYCLONE SANTÉ INC.	SERVICES RENDUS : EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	7 990 \$
DE GAULEJAC, CLÉMENT	DESSINS ORIGINAUX CORRESPONDANT AU SCÉNARIO DE LA CAPSULE N°4 "PAROLE D'AVOCATES"	SUR INVITATION	6 000 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	SERVICE D'IMPRESSION ET DE LIVRAISON DE 5 000 DÉPLIANTS	SUR INVITATION	1 213 \$
DESIGNER POMPIER PRÊT À TOUT	3 BANNIÈRES AUTOPORTANTES SUR LA RECHERCHE D'EMPLOI ET LA DISCRIMINATION	GRÉ À GRÉ	358 \$
DESIGNER POMPIER PRÊT À TOUT	PROJET DURATRAN - RECHERCHE ET CONCEPTION GRAPHIQUE D'UN VISUEL SUR LES SERVICES DE FORMATION ET DE PROMOTION DES DROITS	GRÉ À GRÉ	359 \$
DESIGNER POMPIER PRÊT À TOUT	CONCEPTION GRAPHIQUE BANNIÈRE CORPORATIVE AUTOPORTANTE	GRÉ À GRÉ	228 \$
DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	MISE EN PAGE DU RAPPORT NUNAVIK EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS	GRÉ À GRÉ	2 758 \$
DION, ANDRÉ	ACCOMPAGNEMENT-CONSEIL POUR L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2025-2029	GRÉ À GRÉ	3 263 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	ABONNEMENT ANTIDOTE, EXERCICE 2024-2025	GRÉ À GRÉ	2 736 \$
DUCORE EXPERTISE INC.	SERVICES RENDUS : EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	2 725 \$
DUMONT, DANIEL	SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT À LA DIRECTION PRINCIPALE DES OPÉRATIONS (DPO)	GRÉ À GRÉ	3 763 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
EBSCO CANADA LTÉE	ABONNEMENT ANNUEL DE LA BIBLIOTHÈQUE : ACCÈS À LA BASE DE DONNÉES = SOCIOLOGY SOURCE ULTIMATE	GRÉ À GRÉ	16 682 \$
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP)	COTISATION ANNUELLE 2024-2025	GRÉ À GRÉ	2 550 \$
ÉDITIONS NORDIQUES, LES	PUBLICITÉ DANS LES JOURNAUX HEBDOMADAIRES POUR LE LANCEMENT DU SITE MYTHES ET RÉALITÉS	GRÉ À GRÉ	1 700 \$
EMOND, SYLVIE (DESIGNER POMPIER PRET-À-TOU)	CONCEPTION GRAPHIQUE DU RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023-2024	GRÉ À GRÉ	5 536 \$
EN CLAIR SERVICE-CONSEIL INC.	FORMATION PERSONNALISÉE : RÉDACTION MÉMOIRES CLAIRS ET SIMPLES 14 PARTICIPANTS	GRÉ À GRÉ	5 000 \$
ENSEIGNES ET LETTRAGE ROBERT [1945] INC.	CONCEPTION ET INSTALLATION DE 3 ENSEIGNES EN ACRYLIQUE AVEC LE NOUVEAU LOGO DE LA CDPDJ	GRÉ À GRÉ	3 140 \$
FÉDÉRATION DE L'ÂGE D'OR DU QUÉBEC (FADOQ)	RÉSERVATION DE KIOSQUE - RÉGION ESTRIE	GRÉ À GRÉ	1 289 \$
ÉVALUATION PERSONNEL SÉLECTION INTERNATIONAL INC.	ÉVALUATION DES CANDIDATS (TESTS : FRANÇAIS, WORD , EXCEL)	GRÉ À GRÉ	4 186 \$
FONDATION ÉMERGENCE	POUR QUE VIEILLIR SOIT GAI	GRÉ À GRÉ	150 \$
FONDS DES BIENS ET DES SERVICES (MESS)	ABONNEMENT ANNUEL POUR L'UTILISATION DU LOGICIEL PORTFOLIO	GRÉ À GRÉ	6 972 \$
FRANCINE LAMY MÉDIATION ET ARBITRAGE INC.	ARBITRAGE ET MÉDIATION DANS UN DOSSIER DE LA COMMISSION	GRÉ À GRÉ	6 972 \$
GAGNON, MARIO	SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT À LA DIRECTION PRINCIPALE DES OPÉRATIONS (DPO)	GRÉ À GRÉ	2 795 \$
GESTION GEORGES COULOMBE INC.	ENTRETIEN DES LOCAUX DU SIÈGE SOCIAL	GRÉ À GRÉ	6 027 \$
GOOGLE ADS	CAMPAGNE DE PUBLICITÉ	GRÉ À GRÉ	619 \$
GOOGLE ADS	CAMPAGNE DE PUBLICITÉ	GRÉ À GRÉ	7 550 \$
GOOGLE ADS	CAMPAGNE DE PUBLICITÉ	GRÉ À GRÉ	2 852 \$
GOOGLE ADS	CAMPAGNE DE PUBLICITÉ	GRÉ À GRÉ	465 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
GOTTA LAGO – MUSICIEN PERCUSSIONNISTE	PRESTATION MUSICALE EN DIRECT AVEC DES INSTRUMENTS DE PERCUSSIONS AFRICAINES POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	SUR INVITATION	950 \$
GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSION DE 200 EXEMPLAIRES DE LA SYNTHÈSE DU COLLOQUE EHDAA (ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉS D'ADAPTATION ET D'APPRENTISSAGE)	GRÉ À GRÉ	2 164 \$
GROUPE ARCHAMBAULT INC.	ACQUISITION D'OUVRAGES POUR LA BIBLIOTHÈQUE	GRÉ À GRÉ	187 \$
GROUPE D'AIDE ET D'INFO. SUR LE HARCÈLEMENT SEXUEL AU TRAVAIL PROVINCE QUÉBEC INC.	SENSIBILISATION SUR LE HARCÈLEMENT SEXUEL EN MILIEU DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	800 \$
GROUPE MP-PLUS	STRUCTURER SA PENSÉE AVEC MIND MAPPING	GRÉ À GRÉ	5 047 \$
H. FORTIN INC.	SERVICES RENDUS : EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	5 000 \$
HAWA ANNOU MAHAMAT	COMPENSATION JURY PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	GRÉ À GRÉ	750 \$
HEC MONTRÉAL	ABONNEMENT ANNUEL À LA REVUE GESTION HEC MONTRÉAL (PAPIER ET NUMÉRIQUE)	GRÉ À GRÉ	32 \$
HÉLÈNE POTVIN	PARTICIPATION AU COMITÉ POUR LE POSTE DE VICE-PRÉSIDENT.E	GRÉ À GRÉ	2 102 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	PORTABLE DELL 5420, STATION D'ACCUEIL (5)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 110 \$
IMMIGRANT QUÉBEC	RÉSERVATION D'UN EMPLACEMENT SALON DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTÉGRATION AU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	3 375 \$
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	IMPRESSION DE DÉPLIANTS SUR LA MÉDIATION	CONTRAT ANNUEL	560 \$
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	IMPRESSION DE 100 CHARTES SIMPLIFIÉES EN CRÉOLES	CONTRAT ANNUEL	664 \$
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	IMPRESSION DE 3000 AFFICHES CAMPAGNE CROIS EN MON TALENT	CONTRAT ANNUEL	910 \$
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	IMPRESSION DE 2000 CARTES POSTALES NOS SERVICES	CONTRAT ANNUEL	419 \$
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	IMPRESSION DE DIVERS DOCUMENTS DE LA COMMISSION (CARTES POSTALES, RAPPORT ANNUEL, ETC.)	SUR INVITATION	9 567 \$
ITI INC. (INFORMATIQUE PROCONTACT)	LICENCE MICROSOFT 365 (210), POWER BI PRO (5) ET VISIO ONLINE PLAN2 (4)	GRÉ À GRÉ	1 136 \$
JULIE LAMARCHE, STÉNOGRAPHIE OFFICIELLE	TRANSCRIPTION INTERROGATOIRES DU 2 AVRIL 2024	GRÉ À GRÉ	1 657 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
JURIPOP	TRAITEMENT DES PLAINTES EN HARCÈLEMENT SEXUEL ET VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL	GRÉ À GRÉ	12 000 \$
J-VOIX COMMUNICATIONS	REFONTE BOITE VOCALE DE LA COMMISSION	GRÉ À GRÉ	920 \$
L'ÉCHO DE LA TUQUE	PUBLICITÉ DANS LE JOURNAL HEBDO POUR LE LANCEMENT DU SITE MYTHES ET RÉALITÉS	SUR INVITATION	684 \$
L'INSTITUT D'ÉTHIQUE APPLIQUÉE	ÉCOLE D'ÉTÉ EN ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE	GRÉ À GRÉ	750 \$
LA SOCIÉTÉ DES PLAIDEURS (THE ADVOCATES' SOCIETY)	COLLOQUE SUR LES TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE DU 6 AU 7 JUIN 2024	GRÉ À GRÉ	2 366 \$
LABORATOIRE DE CYBERJUSTICE	ÉCOLE D'ÉTÉ DE LABORATOIRE DE CYBERJUSTICE	GRÉ À GRÉ	707 \$
LAFORTUNE LÉGAL	CONFECTION MÉMOIRE ET CAHIER DE SOURCE	GRÉ À GRÉ	18 651 \$
LAROSE, ISABELLE	FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT : DOSSIER RESSOURCE HUMAINE	GRÉ À GRÉ	17 269 \$
LE RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF D'HABITATION	S'INSPIRER DE SOLUTIONS POUR LE QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	230 \$
LE RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC	ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ITINÉRANCE 2024	GRÉ À GRÉ	383 \$
LES AFFAIRES	IA EN ENTREPRISE - CONFÉRENCE LES AFFAIRES	GRÉ À GRÉ	904 \$
LEXISNEXIS CANADA INC.	FRAIS CODE D'ACCÈS - BASE DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	6 556 \$
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	ALTER EGO : CHARTE DES DROITS DE LA PERSONNE - LÉGISLATION - JURISPRUDENCE - DOCTRINE 36E ÉDITION 2024 - 5 EXEMPLAIRES	GRÉ À GRÉ	700 \$
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	ABONNEMENT ANNUEL : CODE DE PROCÉDURE CIVILE ET CODE CIVIL DU QUÉBEC (2 EXEMPLAIRES)	GRÉ À GRÉ	500 \$
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	ACQUISITION D'OUVRAGES POUR LA BIBLIOTHÈQUE	GRÉ À GRÉ	1 900 \$
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	ABONNEMENT ANNUEL 2025 À LA REVUE DROITS ET LIBERTÉS	GRÉ À GRÉ	30 \$
MAISON D'HAÏTI	LOCATION DE LA SALLE POUR LA REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	GRÉ À GRÉ	1 150 \$
MARLÈNE B	SERVICE DE DESIGN GRAPHIQUE ET DE DIRECTION ARTISTIQUE CHARTES SIMPLIFIÉES CORRECTION ET REMPLACEMENT DU LOGO PRODUCTION DES FICHIERS POUR IMPRESSION ET PDF WEB	GRÉ À GRÉ	560 \$
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C.	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION	GRÉ À GRÉ	19 180 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
MONTPETIT, MANON	TRAITEMENT DES DEMANDES DE LÉSIONS DE DROITS	GRÉ À GRÉ	6 863 \$
MUFFIN PLUS	SERVICE TRAITEUR POUR LE LANCEMENT DE LA VIDÉO RACISME DANS LE SPORT	GRÉ À GRÉ	475 \$
NOËL ET ASSOCIÉS	CORRESPONDANT DE LA COMMISSION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA	GRÉ À GRÉ	6 287 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 473 \$
NUMEA	RÉ-ÉTABLISSEMENT DES LICENCES IBM SPSS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	3 752 \$
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL.	CONFÉRENCE NATIONALE SUR LE PRO BONO ET L'ACCÈS À LA JUSTICE	GRÉ À GRÉ	394 \$
PAMÉLA LAJEUNESSE (PHOTO)	PHOTOGRAPHIES ÉVÉNEMENTIELLES DE LA CÉRÉMONIE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	GRÉ À GRÉ	740 \$
POLYTECHNIQUE MONTRÉAL	ARCHITECTURE DES RÉSEAUX	GRÉ À GRÉ	500 \$
POSTES CANADA	ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU (ENVELOPPES)	GRÉ À GRÉ	8 075 \$
PRO SÉRI INC.	INFOGRAPHIE ET ÉPREUVE POUR LES TROPHÉES PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	GRÉ À GRÉ	150 \$
PRODUCTION J.G. INC.	ACQUISITION D'UNE BANNIÈRE RÉTRACTABLE AVEC LA NOUVELLE IDENTITÉ VISUELLE ET AFFICHES POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	GRÉ À GRÉ	3 050 \$
PRODUCTION J.G. INC.	IMPRESSION DES AFFICHES POUR L'ACCUEIL DES VISITEURS À LA RÉCEPTION	GRÉ À GRÉ	1 120 \$
PRODUCTION J.G. INC.	AFFICHES POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	SUR INVITATION	274 \$
PRODUCTIONS RAFALE	PRODUCTION DES VIDÉOS PRÉSENTANT LES FINALISTES DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	GRÉ À GRÉ	12 000 \$
PROGRESS SOFTWARE	PROGRESS SOFTWARE -ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	2 630 \$
PUBLICATIONS BLD INC.	CAMPAGNE DE PUBLICITÉ DANS LE MAGAZINE CURIUM	GRÉ À GRÉ	6 147 \$
PUROLATOR INC.	SERVICES DE LIVRAISON DE COLIS ET DE COURRIER	GRÉ À GRÉ	2 944 \$
QUANTUM JURICOMPTABLE INC.	FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT : DOSSIER ENQUÊTE	GRÉ À GRÉ	18 023 \$
QUÉBEC VERS MONTRÉAL	RENCONTRE RECHERCHE	GRÉ À GRÉ	129 \$
RENSEIGNEMENTS STRATÉGIQUES	SERVICE DE DÉPISTAGE	GRÉ À GRÉ	2 590 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES OSBL D'HABITATION	DROIT DU LOGEMENT : DÉBAT CONTEMPORAIN ET ÉVOLUTION JURISPRUDENTIELLE	GRÉ À GRÉ	126 \$
RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC	INSCRIPTION ÉTATS GÉNÉRAUX ITINÉRANCE	GRÉ À GRÉ	1 055 \$
RIOPEL, GAGNON, LAROSE & ASSOCIÉS	SERVICES DE TRANSCRIPTION DES ENREGISTREMENTS DANS UN DOSSIER DE LA COMMISSION	GRÉ À GRÉ	2 848 \$
SANI-FONTAINES INC.	SERVICE D'ENTRETIEN - DISTRIBUTRICE D'EAU	GRÉ À GRÉ	1 227 \$
SCI WHITE GLOVE SERVICES	SERVICE DE DÉMÉNAGEMENT - BUREAU DE SHERBROOKE	GRÉ À GRÉ	1 323 \$
SERVIRPLUS	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉES ET AUX EMPLOYÉS	GRÉ À GRÉ	18 880 \$
SIMONE BEAUDET	CONCEPTION DES TROPHÉES DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	GRÉ À GRÉ	900 \$
SIVET (LSQ)	INTERPRÈTES LSQ-FRANÇAIS ET INTERMÉDIAIRES LINGUISTIQUES SOIRÉE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	SUR INVITATION	500 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	FRAIS CODE D'ACCÈS, FORFAIT RECHERCHE JURIDIQUE, FORFAIT PLUMITIF (EN LIGNE)	GRÉ À GRÉ	5 085 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	EXPRESS CIVIL (4 ACCÈS)	GRÉ À GRÉ	640 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	EXPRESS CIVIL PALIER 024 (10 À 24 ACCÈS) ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES	GRÉ À GRÉ	185 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	EXPRESS TRAVAIL (4 ACCÈS)	GRÉ À GRÉ	730 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	EXPRESS TRAVAIL PALIER 024 (10 À 24 ACCÈS) ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES	GRÉ À GRÉ	185 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ANNOTÉE (4 ACCÈS)	GRÉ À GRÉ	250 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	RESPONSABILITÉ CIVILE : LE CONTRÔLE DU TRAVAIL POLICIER	GRÉ À GRÉ	125 \$
SOLUTIONS DE BUREAU ROUSSEAU & FILS	ACQUISITION DE 38 CAISSONS MÉTALLIQUE MOBILE À 2 TIROIRS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 050 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SOLUTIONS DE BUREAU ROUSSEAU & FILS	ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU : CHAISES ET CLASSEURS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	9 071 \$
SOLUTIONS EZMAX INC.	APPLICATION EZING - SIGNATURES ÉLECTRONIQUES	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	4 850 \$
SOLUTIONS ZOOM INC.	LIVRAISON ET INSTALLATION DES MOBILIERS DE BUREAU	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	7 543 \$
SOUTHWEST BUSINESS PRODUCTS LTD	ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 462 \$
SPORT-MÉDIA INC.	CAMPAGNE DE PUBLICITÉ "CROIS EN MON TALENT"	SUR INVITATION	15 978 \$
TACT	CONSEILS EN RELATIONS PUBLIQUES	GRÉ À GRÉ	4 163 \$
TECHNOLOGIA	BD : CONCEVOIR ET MODÉLISER UN ENTREPÔT DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	930 \$
TÉLÉNET INFORMATIQUE INC.	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - RÉSEAUX INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	2 595 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	GRÉ À GRÉ	12 324 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL (1 EXEMPLAIRE - VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE)	GRÉ À GRÉ	268 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (1 EXEMPLAIRE - VERSION PAPIER)	GRÉ À GRÉ	348 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	FRAIS JUDICIAIRE : LÉGISLATION ANNOTÉE (1 EXEMPLAIRE - VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE)	GRÉ À GRÉ	366 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	LA RÉFÉRENCE : CONSULTATION	GRÉ À GRÉ	107 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	CONGÉDIEMENT DROIT QUÉBÉCOIS (1 EXEMPLAIRE - VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE)	GRÉ À GRÉ	456 \$
TIKTOK	CAMPAGNE DE PUBLICITÉ	GRÉ À GRÉ	2 021 \$
ULINE CANADA CORPORATION	ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU ET FRAIS DE LIVRAISON	GRÉ À GRÉ	2 506 \$
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	FORMATION : L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	GRÉ À GRÉ	805 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	COLLOQUE DU CIERA	GRÉ À GRÉ	315 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
UNIVERSITÉ LAVAL	FORMATION: PROCÉDURE CIVILE - RÈGLES GÉNÉRALES ET PRINCIPES APPLICABLES	GRÉ À GRÉ	105 \$
URSY LEDRICH BOUENDET	COMPENSATION JURY PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	GRÉ À GRÉ	750 \$
VIDÉOTRON LTÉE	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - RÉSEAUX INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	15 860 \$
XEROX CANADA LTÉE.	LOCATION PHOTOCOPIEURS ET IMPRESSION DE DOCUMENTS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	16 468 \$
ZOOM COMMUNICATIONS INC.	ABONNEMENT - LOGICIEL POUR DES RÉUNIONS D'ÉQUIPE	GRÉ À GRÉ	1 028 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://SEAO.GOUV.QC.CA](https://seao.gouv.qc.ca) . DE PLUS, POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DU MINISTÈRE.

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx).

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **7**

LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
- B) LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
- C) LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;
- D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
- E) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC:

<https://seao.gouv.qc.ca>.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 8

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2024-2025 :

- A) LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ;
- B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE (INCLUANT LA MASSE SALARIALE) ;
- C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS ;
- D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ ;
- E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT ;
- F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT ;
- G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT ;
- H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : <https://seao.gouv.qc.ca> AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE DU MINISTÈRE.

[HTTPS://WWW.CDPDJ.QC.CA/STORAGE/APP/MEDIA/PUBLICATIONS/ENGAGEMENTS_FINANCIERS.HTML](https://www.cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/engagements_financiers.html)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 9

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A) LE NOM DU PROJET ;
- B) LA NATURE DU PROJET ;
- C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ;
- D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET ;
- E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ;
- F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE ;
- G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET ;
- H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES ;
- I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR ;
- J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET ;
- K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.
- M) LE NOMBRE ET LA LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2024-2025.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REFONTE - SYSTÈME D'INFORMATION DE LA GESTION ET DE LA PERFORMANCE (CLIC_MARC)	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE	1 190 900 \$	228 839 \$		36%	0

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), B), D), E) F), G) ET I), L'INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 500 000 \$ EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca).

Question **10**

CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR :

- A) LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE :
- B) LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES;
- C) LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ;
- D) LA LISTE DES FOURNISSEURS;
- E) UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A) NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.
- B) RÉEL 64 234 \$
- C) 0 \$
- D) LES INFORMATIONS CONCERNANT LA LISTE DES FOURNISSEURS ET DES PRESTATAIRES DE SERVICES QUALIFIÉS PAR APPEL D'INTÉRÊT EN INFONUAGIQUE EST DISPONIBLE SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE:
[HTTPS://CDN-CONTENU.QUEBEC.CA/CDN-CONTENU/GOUVERNEMENT/FAIREAFFECTATION/APPELS_D_OFFRES_ET_ACQUISITIONS/COURTIER_EN_INFONUAGIQUE/LI_PRESTATAIRES_QUALIFIES_AO_COURTIER.PDF.](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffectation/appels_d_offres_et_acquisitions/courtier_en_infonuagique/li_prestataires_qualifies_ao_courtier.pdf)
- E) NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 11

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2024-2025, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

A) LA PHOTOCOPIE;
 B) LE MOBILIER DE BUREAU;
 C) L'AMEUBLEMENT;
 D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
 E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
 F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
 G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
 H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
 I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
 J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :

I. AU QUÉBEC;
 II. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	mjq	CDPDJ	csj	cja	cslf	dpcp	faac	opc	oqlf	soquij	taq
PHOTOCOPIE		1 145 \$									
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT		0 \$									
DÉCORATION ET EMBELLEMENT		0 \$									
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE		0 \$									
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS		29 842 \$									
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)		0 \$									
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC		1 120 \$									
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC		7 869 \$									
TOTAL	\$	39 976 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 12

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2024-2025, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- D) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;
- E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES ET TÉLÉPHONES INTELLIGENTS;
- F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- H) LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- I) LES ORDINATEURS PORTABLES;
- J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	MJQ	CDPDJ	CSJ	CJA	CSLF	DPCP	FAAC	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	\$	0\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	\$	420\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	\$	0\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	\$	0\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	\$	0\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	\$	0\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TOTAL		420\$									

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), F), G), H) L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CES QUESTIONS EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 25).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 13

- CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2024-2025 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026 :
- a) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;
 - b) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;
 - c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - d) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - e) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :
- LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.
 - f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - g) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - h) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
 - i) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
 - j) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
 - k) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
 - l) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
 - m) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
 - n) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;
 - o) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;
 - p) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;
 - q) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.
 - r) LE NOMBRE DE POSTES DEMEURÉS VACANTS EN RAISON DES MESURES DE CONTRÔLE DES DÉPENSES (GEL DE RECRUTEMENT) DÉCRÉTÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LE 1ER NOVEMBRE 2024.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

H. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

L. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

M. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

N. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

O. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI

CATÉGORIE D'EMPLOI	2024-2025
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	0

LE SUIVI DES EFFECTIFS GOUVERNEMENTAUX S'EFFECTUE EN HEURES RÉMUNÉRÉES ET NON EN POSTES, CE QUI PERMET DE FAIRE L'ADÉQUATION ENTRE LES BUDGETS DE RÉMUNÉRATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ET LEUR CONSOMMATION RÉELLE EN HEURES RÉMUNÉRÉES. L'INFORMATION RELATIVE À L'UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES EST PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION.

P. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

LE SUIVI DES EFFECTIFS GOUVERNEMENTAUX S'EFFECTUE EN HEURES RÉMUNÉRÉES ET NON EN POSTES, CE QUI PERMET DE FAIRE L'ADÉQUATION ENTRE LES BUDGETS DE RÉMUNÉRATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ET LEUR CONSOMMATION RÉELLE EN HEURES RÉMUNÉRÉES. L'INFORMATION RELATIVE À L'UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES EST PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION.

R. LE NOMBRE DE POSTES DEMEURÉS VACANTS EN RAISON DES MESURES DE CONTRÔLE DES DÉPENSES (GEL DE RECRUTEMENT) DÉCRÉTÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LE 1ER NOVEMBRE 2024.

LE SUIVI DES EFFECTIFS GOUVERNEMENTAUX S'EFFECTUE EN HEURES RÉMUNÉRÉES ET NON EN POSTES, CE QUI PERMET DE FAIRE L'ADÉQUATION ENTRE LES BUDGETS DE RÉMUNÉRATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ET LEUR CONSOMMATION RÉELLE EN HEURES RÉMUNÉRÉES. L'INFORMATION RELATIVE À L'UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES EST PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION.

Question **14**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2025-2026 DE :

- A) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;
- B) LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
- C) LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

0.

C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

0

Question **15**

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2024-2025 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- D) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- E) LA DURÉE DU BAIL;
- F) LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.
- H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2024	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
360, rue Saint-Jacques, Montréal	1 757 638 \$	5222,23	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
575, rue Jacques-Parizeau, Québec	109 601 \$	363,70	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
335, 337, rue Moreault, Rimouski	18 065 \$	91,43	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
930, rue Jacques-Cartier, Saguenay	32 568 \$	173,08	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
227, rue Saint-Georges, Saint-Jérôme	41 374 \$	219,11	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
375, rue King, Sherbrooke	24 537 \$	106,50	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	23 111 \$	138,38	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	19 924 \$	74,17	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
849, 5 ^e Avenue, Val-d'Or	5 053 \$	119,06	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
Total	2 031 871 \$		0 \$	0 \$		

POUR LES SOUS-QUESTIONS A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET F) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ, L'INFORMATION EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question **16**

CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2024-2025, FOURNIR :

- A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;
- B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;
- C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;
- D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

Question **17**

POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2024-2025, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

- A) LES DATES DES TRAVAUX;
- B) LES COÛTS;
- C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

L'INFORMATION FOURNIE INCLUT LES CABINETS MINISTÉRIELS. LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Question **18**

LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2024-2025, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- A) LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;
- B) LE TITRE DE LA FONCTION;
- C) L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
- D) LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;
- E) LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
- F) LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- G) LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
- H) LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
- I) LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2024-2025;
- J) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
- K) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
- L) SI L'EMPLOYÉ A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS

Question **19**

LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2024-2025, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
- B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- C) LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 26).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question **20**

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A) LE NOM DE LA PERSONNE;
- B) LE POSTE OCCUPÉ;
- C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D) L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- E) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- F) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;
- G) LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS

Question **23**

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A) LE NOM DE LA PERSONNE;
- B) LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
- C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D) L'ASSIGNATION INITIALE;
- E) L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- F) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- G) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS

Question **24**

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2024-2025, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A) LE COÛT DE CHACUN;
- B) LE FOURNISSEUR;
- C) LA NATURE DU SERVICE.
- D) S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	5085 \$	FRAIS CODE D'ACCÈS, FORFAIT RECHERCHE JURIDIQUE, FORFAIT PLUMITIFS (EN LIGNE)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	640 \$	EXPRESS CIVIL (4 ACCÈS)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	185 \$	EXPRESS CIVIL PALIER (10 À 24 ACCÈS) ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	730 \$	EXPRESS TRAVAIL (4 ACCÈS)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	185 \$	EXPRESS TRAVAIL PALIER (10 À 24 ACCÈS) ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	250 \$	LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ANNOTÉE (4 ACCÈS)
LEXISNEXIS CANADA INC.	6 556 \$	FRAIS CODE D'ACCÈS - BASE DE DONNÉES
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	268 \$	DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE).
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	348 \$	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER).
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	366 \$	FRAIS DE JUSTICE. LÉGISLATION ANNOTÉE. (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE).
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	107 \$	LA RÉFÉRENCE: CONSULTATION
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	456 \$	CONGÉDIEMENT DROIT QUÉBÉCOIS (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE).
EBSCO CANADA LTÉE	16 682 \$	ABONNEMENT ANNUEL: ACCÈS À LA BASE DE DONNÉES SOCIOLOGY SOURCE ULTIMATE.
HEC MONTRÉAL	32 \$	ABONNEMENT ANNUEL À LA REVUE GESTION HEC MONTRÉAL (PAPIER ET NUMÉRIQUE).
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	30 \$	ABONNEMENT ANNUEL 2025 À LA REVUE DROITS ET LIBERTÉS
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	700 \$	ALTER ÉGO: CHARTES DES DROITS DE LA PERSONNE LÉGISLATION-JURISPRUDENCE-DOCTRINE 36E ÉDITION 2024 - 5 EXEMPLAIRES.
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	500 \$	ABONNEMENT ANNUEL : CODE DE PROCÉDURE CIVILE (2 EXEMPLAIRES) ET CODE CIVIL DU QUÉBEC (2 EXEMPLAIRES).
TOTAL	33 120 \$	

Question **25**

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 26

- POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :**
- A) LE NOM DU SITE WEB;
 - B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
 - C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
 - D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
 - E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
 - F) LE NOMBRE DE VISITEURS (« HITS ») PAR MOIS;
 - G) LE NOMBRE DE VISITEURS UNIQUES MENSUELLEMENT
 - H) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.
 - I) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
 - J) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU SITE INTERNET : CDPDJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	BLANKO ET MBIANCE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	91 425 \$ (EN 2020)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	HÉBERGEMENT : SITE PRINCIPAL : 480 \$ PLAINTÉ EN LIGNE : 240 \$ ENTRETIEN : AMÉLIORATION CONTINUE (CORRECTION BUGS ET AJOUTS LOI 25) : 5 500\$ MISE À JOUR : S/O (EFFECTUÉS À L'INTERNE)
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AJOUT MODULE "ÉVÉNEMENTS" 3 450\$ ACCESSIBILITÉ PLAINTÉ EN LIGNE : 3 520\$
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	MES DROITS SOUS LA DPJ (FR/EN) : 30 \$ BIENTRAITONS.CA : 15 \$

NOM DU SITE INTERNET : FUGITIFS .CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	MY SMART JOURNEY ET INTERNE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	13 520 \$ (EN 2020)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	2494 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	S/O
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	FUGITIFS.CA : 15 \$

Question **27**

POUR 2024-2025, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT :

- A) LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;
- B) LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;
- C) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- D) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;
- E) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- F) LES COÛTS VENTILÉS;
- G) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS

Question **28**

LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2024-2025 :

- A) LE DÉTAIL DES MANDATS;
- B) LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
- C) LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
- D) LE NOMBRE DE RENCONTRES;
- E) LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.
- F) L'OBJET;
- G) LES DATES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS

Question **31**

L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2025-2026.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2024-2025 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **33**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2024-2025, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026 ET 2026-2027, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **34**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS	MJQ*	FAVAC*	FAJ*	FRCP*	FDR*	CDPDJ*	CSJ	CJA	CSLF	DPCP*	FAAC	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ
TOTAL	\$	\$	\$	\$	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

*SOURCE : G.41- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - PRIMES ET BONIS - PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS SAGIR EI GIR

Question **35**

POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT, DES AJUSTEMENTS SALARIAUX NON-RÉCURRENTS ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN 2024-2025, AUCUN BONI OU AUTRE RÉMUNÉRATION VARIABLE FONDÉS SUR LE RENDEMENT N'A ÉTÉ ACCORDÉ AU PERSONNEL DE CABINET MINISTÉRIEL, ET CE, CONFORMÉMENT À LA DIRECTIVE CONCERNANT LE RECRUTEMENT, LA NOMINATION, LA RÉMUNÉRATION ET LES AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE.

Question **36**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2024-2025, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MJQ ¹	FAVAC ¹	FAJ ¹	FRCP	FDR ¹	CDPDJ	CSJ	CJA	CSLF	DPCP ¹	FAAC ²	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ ³
TOTAL	\$	\$	\$	\$	\$	78 318.63 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

¹ SOURCE : G.43- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MASSE SALARIALE ET INDEMNITÉS - PRIMES DE DÉPARTS ET ALLOCATION DE TRANSITION

² SOURCE : SAGIP

³ SOURCE : SAGIR

Question **40**

CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :

A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) ;

B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS ;

C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES ;

D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI ;

E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A.** SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2024-2025, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) EN 2024-2025 S'ÉLÈVERA À 1 755 K\$.
- B.** LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET - [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)).
- C.** CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS
- D.** L'INFORMATION RECHERCHÉE SE RETROUVE À L'ADRESSE INTERNET SUIVANTE: [HTTPS://WWW.DONNEESQUEBEC.CA/RECHERCHE/DATASET/PORTRAIT-DE-LA-MAIN-D-OEUVRE-EN-TI-DE-LA-FONCTION-PUBLIQUE-DU-QUEBEC](https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec)".
- E.** L'INFORMATION RECHERCHÉE SE RETROUVE À L'ADRESSE INTERNET SUIVANTE: [HTTPS://WWW.DONNEESQUEBEC.CA/RECHERCHE/DATASET/PORTRAIT-DE-LA-MAIN-D-OEUVRE-EN-TI-DE-LA-FONCTION-PUBLIQUE-DU-QUEBEC](https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec)".

Question **42**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

- A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS ;
- B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION ;
- C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCDP)	ORGANISME	6-79	6 000 \$
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ)	ORGANISME	6-79	2 000 \$
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP)	ORGANISME	6-79	2 550 \$
BARREAU DU QUÉBEC	25	CONDITIONS DE TRAVAIL DES CADRES JURIDIQUES ET CONVENTION COLLECTIVE (CONSEILLERS JURIDIQUES)	48 455 \$
TOTAL			59 005 \$

D. ION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS

E. L'INFORMATION RECHERCHÉE SE RETROUVE À L'ADRESSE INTERNET SUIVANTE:

[HTTPS://WWW.DONNEESQUEBEC.CA/RECHERCHE/DATASET/PORTRAIT-DE-LA-MAIN-D-OEUVRE-EN-TI-DE-LA-FONCTION-PUBLIQUE-DU-QUEBEC](https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec)".

F. L'INFORMATION RECHERCHÉE SE RETROUVE À L'ADRESSE INTERNET SUIVANTE:

[HTTPS://WWW.DONNEESQUEBEC.CA/RECHERCHE/DATASET/PORTRAIT-DE-LA-MAIN-D-OEUVRE-EN-TI-DE-LA-FONCTION-PUBLIQUE-DU-QUEBEC](https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec)".

Question **43**

POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME,
INDIQUER :
A) LA DATE ;
B) LA NATURE ;
C) LES QUESTIONS POSÉES ;
D) LES RÉPONSES ;
E) LA FIRME RETENUE ;
F) LES COÛTS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

Question **44**

TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2024-2025 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

Question **45**

AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION:

- A) FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN **2024-2025**;
- B) LE NOMBRE D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME QUI ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS EN RÉGION EN **2024-2025** EN PRÉCISANT LA RÉGION D'ORIGINE ET LA RÉGION DE DESTINATION;
- C) LE NOMBRE D'EMPLOIS TRANSFÉRÉS EN RÉGION DEPUIS LE **1ER OCTOBRE 2018**.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST DIFFUSÉE À L'ADRESSE SUIVANTE:
[HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/GOUVERNEMENT/POLITIQUES-ORIENTATIONS/REGIONALISATION](https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation) .

Question **46**

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2024-2025 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE : g) PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2024-2027;

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

g) NE S'APPLIQUE PAS

LE PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE.

Question **47**

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2024-2025 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE :
N) PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2023-2028.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

N) AUCUN

LE PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE.
[HTTPS://CDN-CONTENU.QUEBEC.CA/CDN-CONTENU/ADM/MIN/CONSEIL-EXECUTIF/PUBLICATIONS-ADM/PLAN-DEV-DURABLE/PADD_2328.PDF](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/plan-dev-durable/padd_2328.pdf)

Question **49**

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2024-2025 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE : LLL) TOUT AUTRE PLAN D' ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL POUR LEQUEL LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EST IMPLIQUÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION CONCERNANT TOUT AUTRE PLAN D' ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL SE RETROUVE NOTAMMENT AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION AINSI QU' AUX PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

Question **50**

AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2024-2025, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :

- A) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME;
- B) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;
- C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT TOUJOURS AU 31 MARS 2025;
- D) LA PROPORTION DE L'FFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ;
- E) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEPUIS LE 4 AVRIL 2022, L'EXERCICE DU TÉLÉTRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE EST ENCADRÉ PAR LA POLITIQUE-CADRE EN MATIÈRE DE TÉLÉTRAVAIL QUI PEUT ÊTRE CONSULTÉE À L'ADRESSE SUIVANTE: [HTTPS://CDN-CONTENU.QUEBEC.CA/CDN-CONTENU/ADM/MIN/SECRETARIAT-DU-CONSEIL-DU-TRESOR/PUBLICATIONS-ADM/POLITIQUE-CADRE/POLITIQUE_CADRE_TELETRAVAIL.PDF](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/politique_cadre_teletravail.pdf) .

Question **51**

SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2024-2025 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

Question **52**

CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2024-2025 :
 A) LES SOMMES DÉPENSÉES;
 B) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A.

	2024-2025
TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES	18 880 \$

B.

FOURNISSEURS	CONTRAT	2024-2025
SERVIRPLUS	OUI	18 880 \$

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.GOUV.QC.CA](https://seao.gouv.qc.ca) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE.

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question **53**

LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES FOURNISSEURS

- BOUCHÉE DOUBLE
- JULIEN-LEBLANC TRAITEUR
- CAFÉ DÉPÔT
- AVEC PLAISIRS CHEFS TRAITEURS
- LE PETIT NAVIRE
- CAFÉ VIENNE
- BERNARD & FILS TRAITEUR INC

COÛT GLOBAL :

4 467 \$

Question **54**

LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2024-2025. INDIQUER :

- A) LE LIEU;
- B) LE COÛT;
- C) LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- D) LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E) LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- F) LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHES 22 ET 23).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question 55

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2024-2025 :

A) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
 B) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
 C) L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
 D) LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU CONCOURS	OBJECTIF VISÉ	DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN	PRIX REMIS	VALEUR DU PRIX
PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024	LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS EST DÉCERNÉ ANNUELLEMENT PAR LA COMMISSION DEPUIS 1988 À DES PERSONNES, DES ORGANISMES OU DES INSTITUTIONS, AFIN DE SOULIGNER LEUR ENGAGEMENT ET LEUR CONTRIBUTION EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE DÉFENSE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE AU QUÉBEC. LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2024 AVAIT POUR THÉMATIQUE « DEVENIR ADULTE : MODIFIER DES TRAJECTOIRES, NOURRIR L'ESPOIR » ET VISAIT À METTRE EN LUMIÈRE DES INITIATIVES QUI OUTILLENENT OU ACCOMPAGNENT LES JEUNES DANS UNE SITUATION DE VULNÉRABILITÉ DANS LEUR PARCOURS VERS LA VIE ADULTE.	27 MAI 2024	10 DÉCEMBRE 2024	4 TROPHÉES EN BOIS: 1 GAGNANT 1 COUP DE CŒUR DU PUBLIC 1 FINALISTE 1 MENTION SPÉCIALE	POUR LES 4 TROPHÉES LE TOTAL EST DE 1050\$ (INFOGRAPHIE 150 \$ CONCEPTION ET DESSINS 900\$)
TOTAL					1050 \$

Question **56**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2024-2025:
A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
B) LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
C) LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME;
D) LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2024-2025 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A. 8 PERSONNES
- B. MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION : 159 119 \$
- C. CETTE SOUS-QUESTION, NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.
- D. SE RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA DEMANDE GÉNÉRALE 06

Question **57**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU

MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER :

A) LE NOMBRE D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION;

B) LE TYPE D'INCIDENTS;

C) LES SOMMES DÉPENSÉES EN GESTION DES INCIDENTS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS SONT CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 28.1 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

Question **58**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE TYPE «

LAC-À-L'ÉPAULE » TENUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN INDIQUANT :

A) LES DATES;

B) L'ENDROIT PRÉCIS;

C) LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES;

D) L'ORDRE DU JOUR;

E) LES PROCÈS-VERBAUX;

F) LES COÛTS DÉTAILLÉS (FRAIS DE LOCATION, D'HÉBERGEMENT, REPAS, DÉPLACEMENT, LOCATION D'ÉQUIPEMENT, CONFÉRENCIER, ETC.)

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A) CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS;
- B) CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS;
- C) CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS;
- D) CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS;
- E) CETTE SOUS-QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS;
- F) LES COÛTS DÉTAILLÉS : 0\$

Question **59**

VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES.
A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉES;
C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

2024-2025

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
5	102 357 \$

Question **60**

FOURNIR LES DÉPENSES ALLOUÉES À LA CONSULTATION AVEC LES AUTOCHTONES.

A) FOURNIR LA LISTE DES PROJETS DU MINISTÈRE AYANT INCLUS UNE CONSULTATION DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS

Question **61**

PROPORTION DU NOMBRE ET DE LA VALEUR DES CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ, DEPUIS 5 ANS

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://SEAO.GOUV.QC.CA](https://seao.gouv.qc.ca) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE.

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question **64**

INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NE S'APPLIQUE PAS.

Question **65**

INDIQUER LA VALEUR DES CONTRATS TOTAUX EN SOUS-TRAITANCE AINSI QUE LA PROPORTION DU TRAVAIL EFFECTUÉ PAR DES SOUS-TRAITANTS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://SEAO.GOUV.QC.CA](https://seao.gouv.qc.ca) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE.

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question **66**

INDIQUER LA VALEUR TOTALE DES SERVICES TARIFÉS, ET VENTILER PAR CATÉGORIE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2024-2025 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question **67**

INDIQUER LA VALEUR DES ACTIFS POSSÉDÉS; MEUBLES ET IMMEUBLES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION (VALEUR DES IMMEUBLES) SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES OCCUPANT UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE

Question **69**

TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGES EXEMPLAIRES OU PUNITIFS POUR L'ENSEMBLE DES JUGEMENTS RENDUS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION RECHERCHÉE EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE À L'ADRESSE SUIVANTE: [HTTPS://SOQUIJ.QC.CA/A/FR](https://soquij.qc.ca/a/fr).

Question **70**

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2024-2025 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- D) LE MONTANT ACCORDÉ;
- E) LES MOTIFS DE LA DEMANDE;

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC:
[HTTPS://SEAO.GOUV.QC.CA.](https://seao.gouv.qc.ca)

Question **71**

NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2024-2025 :
A) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
B) LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);
C) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
D) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2024-2025 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question **72**

POUR 2024-2025, LE NOMBRE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE, INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :

- A) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
- B) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

Question **73**

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'Internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventilier en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 131.
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main-d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 - La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

